



ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Cerema (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement), établissement public à caractère administratif,
dont le siège se situe Cité des mobilités, 25 avenue François Mitterrand, CS 92 803, 69 674 Bron Cedex,

Ci-après désigné "l'acheteur"

Marché relatif à la réalisation de bilans de compétences

Cahier des Clauses Administratives Particulières **(CCAP)**

Mars 2020

Table des matières

ARTICLE 1. PRÉSENTATION DU CEREMA	4
ARTICLE 2. CONTEXTE.....	4
ARTICLE 3. OBJET ET ETENDUE DE L'ACCORD CADRE	5
3.1 Objet.....	5
3.2 Décomposition en lots.....	5
3.3 Nature et étendue de l'accord-cadre	5
3.4 Spécifications techniques.....	5
ARTICLE 4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 5. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE	6
ARTICLE 6. EMISSION DES BONS DE COMMANDE	6
ARTICLE 7. MODALITE D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
7.1 Réunion de cadrage initial.....	7
7.2 Organisation des séances de travail entre l'agent et le titulaire.....	7
7.3 Communication des documents.....	7
7.4 Lieux d'exécution.....	8
ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DES PARTIES	8
8.1 Obligations du titulaire.....	8
8.1.1 Désignation et remplacement des intervenants.....	8
8.1.2 Désignation d'un interlocuteur dédié au suivi technique et administratif de l'accord-cadre	8
8. 2 Obligations du Cerema	9
ARTICLE 9 – CONFIDENTIALITE	9
ARTICLE 10 – PENALITES.....	9
ARTICLE 11 – PRIX DE L'ACCORD-CADRE.....	9
11.1 - Nature du prix	10
11.2 – Contenu des prix.....	10
11.3 – Révision des prix de l'accord-cadre	10
ARTICLE 12 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	10
12.1 – Demandes de paiement	10
12.2 – Modalités de règlement	11
12.3 – Unité monétaire	12
ARTICLE 13 – AVANCE	12
ARTICLE 14 – OPERATION DE VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....	12
ARTICLE 15 – DROIT DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	13
ARTICLE 16 – LITIGES	13
ARTICLE 17 – ASSURANCES.....	13

ARTICLE 18 – RESILIATION DE L’ACCORD-CADRE	14
18.1- Résiliation sans faute.....	14
18.2- Résiliation pour faute.....	14
ARTICLE 19 – DEROGATIONS AU CCAG PI	14

ARTICLE 1. PRÉSENTATION DU CEREMA

Le Cerema est l'établissement public de référence pour développer et capitaliser l'expertise publique en matière d'aménagement, de cohésion territoriale et de transition écologique et énergétique.

Il propose une expertise unique dans les domaines de la mobilité, des infrastructures de transport, de l'urbanisme et de la construction, de la préservation des ressources, de la prévention des risques, de la sécurité routière et maritime.

Il assiste l'Etat, les collectivités territoriales et les entreprises pour les conduire vers une stratégie d'aménagement durable et des mobilités adaptées aux enjeux écologiques. Le Cerema offre des solutions uniques et adaptées selon les territoires.

Présent sur l'ensemble du territoire national avec plus de 2600 agents et fort d'une connaissance historique des problématiques et contextes locaux, le Cerema est résolument engagé dans le défi du développement durable des territoires, pour élaborer les politiques publiques de demain.

ARTICLE 2. CONTEXTE

Plus de six ans après sa création, le Cerema a engagé un plan ambitieux de transformation afin de devenir l'opérateur de référence des collectivités locales et des entreprises. Cette mutation se traduit par une accentuation de la valorisation de ses expertises. Pour cela il a fortement renouvelé son organisation et son mode de fonctionnement. Parallèlement l'établissement se recentre sur son cœur de métier et oriente ses activités et prestations vers les besoins réels de ses partenaires.

La démarche stratégique, baptisée « Cerem'Avenir », a été validée par le conseil d'administration de l'établissement en 2019 et les directions ont finalisé en février 2020 leur projet de service.

Le plan de transformation concerne tout à la fois l'identité de l'établissement, la restructuration de ses missions, son ambition en matière de transition écologique et d'adaptation au changement climatique, son rayonnement à travers ses expertises, son potentiel d'innovation, ses valeurs ainsi que sa capacité à gérer des projets complexes.

Il impacte fortement les missions des agents et les organisations internes.

Un processus d'accompagnement des agents est mis en place en parallèle. Il a pour objectifs de :

- Définir les garanties et les grands principes d'information et d'accompagnement,
- Fixer le processus des affectations ou repositionnement des agents,
- Mettre en place un dispositif d'écoute,
- Définir les mesures d'accompagnement, soit collectives, soit individuelles, applicables pendant toute la durée de la réorganisation.

Il concerne tous les agents, que leur poste soit supprimé, modifié ou maintenu.

Ceux-ci peuvent disposer, en fonction de leur projet professionnel, des dispositifs prévus dans le cadre d'une opération de transformation ou de restructuration au sein de la fonction publique, mais aussi

des mesures en place au titre de la formation professionnelle tout au long de la vie. Le décret 2007-1470 du 15 octobre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie prévoit notamment la possibilité pour les fonctionnaires, sous certaines conditions, de bénéficier d'un bilan de compétences.

ARTICLE 3. OBJET ET ETENDUE DE L'ACCORD CADRE

3.1 Objet

L'objet de la présente consultation est de sélectionner un prestataire, qui soit en mesure de réaliser des bilans de compétences pour les agents de l'établissement, dans les conditions fixées par la présente consultation.

L'équipe proposée devra disposer de compétences et d'expériences avérées en la matière. Pour répondre à cette exigence, le candidat pourra se présenter seul ou en groupement.

3.2 Décomposition en lots

Le marché ne prévoit pas de décomposition en lots, la prestation étant une et ne pouvant être allotie.

3.3 Nature et étendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre conformément aux articles R.2162-1 à R.2162-6 du code de la commande publique fixe tous les termes du marché excepté les quantités et sera exécuté par l'émission de bons de commande.

La consultation est une procédure adaptée régie par l'article R2123-1 3° du code de la commande publique.

Le présent accord cadre sera conclu avec un titulaire avec un montant maximum annuel de 70 000 € HT.

Les quantités prévues dans le panel sont données à titre indicatif et n'ont pas de valeur contractuelle.

3.4 Spécifications techniques

Les spécifications techniques sont décrites dans le CCTP.

ARTICLE 4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre sera conclu pour une durée d'un an à compter de sa date de notification, reconductible deux fois. La reconduction est tacite et le titulaire ne peut pas s'y opposer. Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il notifie au titulaire sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de deux mois avant la fin de la période de validité de l'accord-cadre en cours d'exécution.

ARTICLE 5. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI les pièces contractuelles sont les suivantes par ordre décroissant de priorité :

Pièces de l'accord-cadre :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes dont le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.),
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelle (C.C.A.G.-PI.), approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009
- Le mémoire technique du titulaire.

ARTICLE 6. EMISSION DES BONS DE COMMANDE

L'exécution du présent accord-cadre donne lieu à l'émission de bons de commande, sur la base du bordereau des prix unitaires (BPU).

Les bons de commande seront notifiés au titulaire par écrit, par tout moyen, par l'acheteur.

Les commandes peuvent être adressées au titulaire dès le démarrage et jusqu'à expiration du présent accord-cadre.

Chaque bon de commande définit les dates ou périodes d'interventions.

Chaque bon de commande précise :

- la référence de l'accord-cadre,
- la date du bon de commande
- le numéro du bon de commande – mention obligatoire,
- l'identification du titulaire,

- la désignation des prestations à réaliser, notamment la réunion de préparation, la réalisation des bilans de compétence et la remise des documents,
- Le lieu d'exécution,
- les prix unitaires et totaux HT et TTC,
- le taux et le montant de la TVA,
- l'adresse de facturation,
- le SIRET de la direction émettrice– mention obligatoire : 13 001 831 000 016

Par dérogation à l'article 3.7.2 du C.C.A.G.- PI, le titulaire dispose d'un délai de 5 jours à compter de la réception du bon de commande pour notifier ses observations à l'acheteur.

ARTICLE 7. MODALITE D'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1 Réunion de cadrage initial

A la notification du présent marché, et avant toute production, une réunion de cadrage général sera organisée à l'initiative du Cerema avec le titulaire.

Au cours de cette réunion le projet de convention type sera finalisée.

Cette réunion sera en présentiel dans les bureaux de la direction générale des ressources humaines du Cerema, 25 avenue François Mitterrand 69500 Bron.

Cette réunion pourra également être organisée par visioconférence en cas de force majeure.

7.2 Organisation des séances de travail entre l'agent et le titulaire

Après avoir accepté la demande d'un agent, la DRH adresse au titulaire ses coordonnées. Le titulaire prend alors contact avec l'agent dans un délai maximum de 15 jours afin de fixer les modalités pratiques de la prestation et compléter la convention tripartite (calendrier, lieux d'exécution ...).

Le titulaire adresse le projet de convention complétée à la DRH et à l'agent concerné pour validation et signature.

Après signature de la convention, la DRH fera établir le bon de commande et l'adressera au prestataire.

La prestation débute au plus tard un mois après réception, par le prestataire, des coordonnées de l'agent bénéficiaire.

La première séance de travail entre l'agent et le prestataire s'effectuera en présentiel. Les séances suivantes pourront être effectuées par visioconférence ou plus rarement par téléphone après accord du Cerema.

7.3 Communication des documents

Le titulaire devra remettre à chaque agent un bilan complet reprenant l'analyse de ses compétences professionnelles et personnelles comme décrit à l'article 4 du CCTP dans un délai d'un mois à compter de la dernière séance.

Le titulaire remettra également au Cerema, sauf opposition expresse de l'agent, un document de synthèse qui reprendra, les circonstances du bilan de compétence, l'analyse des compétences et aptitudes de l'agent au regard des perspectives envisagées et les éléments constitutifs du projet professionnel ou de formation envisagée en décrivant les principales étapes pour réaliser ce projet.

7.4 Lieux d'exécution

Le titulaire du marché devra proposer au Cerema des lieux d'accueil lui permettant d'exécuter ses prestations **au minimum** dans les villes suivantes :

- Paris et sa région parisienne ;
- Lyon et son territoire métropolitain (69) ;
- Aix en Provence et son territoire métropolitain (13) ;
- Bordeaux et son territoire métropolitain (33) ;
- Nantes et son territoire métropolitain (44).

Pour chaque commande, le Cerema indiquera le lieu d'exécution de la prestation.

Les horaires seront déterminés dans les conventions tripartites.

ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DES PARTIES

8.1 Obligations du titulaire

Le Cerema se réserve la faculté de vérifier au cours de l'exécution du marché que le niveau de qualification des intervenants est équivalent à celui qui figure dans le mémoire technique.

8.1.1 Désignation et remplacement des intervenants

Les intervenants proposés par le titulaire et désignés dans son offre doivent assurer personnellement et intégralement les bilans de compétence.

À cet effet, obligation est faite au titulaire de désigner un remplaçant à l'intervenant défaillant présentant les mêmes qualités que celles définies dans le CCTP et d'en communiquer sans délai le nom, les titres, qualifications, références et coordonnées au Cerema. Ce dernier se réserve la possibilité de récuser dans les 15 jours suivant sa désignation l'intervenant proposé par le titulaire et d'annuler la réalisation du bilan de compétence sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

8.1.2 Désignation d'un interlocuteur dédié au suivi technique et administratif de l'accord-cadre

Le titulaire désignera dès la présentation de son offre, un interlocuteur dédié au suivi technique et administratif de l'accord-cadre. Celui-ci coordonnera les actions des différents intervenants éventuels de son équipe pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Le titulaire signalera au Cerema tout changement d'interlocuteur dédié.

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution de l'accord-cadre ne soit pas compromise par le changement d'interlocuteur.

8. 2 Obligations du Cerema

Le Cerema désigne un responsable du suivi des prestations en qualité d'interlocuteur privilégié du titulaire.

Tout changement de l'interlocuteur privilégié sera signalé au titulaire.

ARTICLE 9 – CONFIDENTIALITE

L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire. Elle s'applique à toutes les informations qu'il a recueillies à l'occasion du présent marché. Il en est de même du contenu des documents ou des informations des participants qui seraient transmis au titulaire à l'occasion du présent marché.

Cette obligation s'étend à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont le titulaire et ses préposés auraient eu connaissance dans le déroulement du présent marché.

Le titulaire s'engage également au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles il a accès dans le cadre de ces formations.

ARTICLE 10 – PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, les prestations donnent lieu à l'application de pénalités suivant les conditions définies ci-après. Elles sont retenues par précompte sur les sommes dues au titre du marché.

La suppression par le titulaire sans préavis d'au moins 72H ouvrables d'une séance avec un agent entraîne une pénalité de 200 €.

Le non-respect des horaires sauf cas de force majeure (y compris les grèves liées au transport) une pénalité de 50 € par heure de retard.

La non transmission, dans le délai maximal de 30 jours après la dernière séance avec l'agent, du bilan de compétence et du bilan de synthèse entraîne une pénalité de 50 € par jour de retard.

ARTICLE 11 – PRIX DE L'ACCORD-CADRE

11.1 - Nature du prix

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont réglées par application des prix unitaires prévus dans le bordereau des prix unitaires du candidat retenu.

11.2 – Contenu des prix

Les dispositions de l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-PI sont applicables.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres relatives à la prestation ainsi que tous les frais afférents à la préparation de la séance, au suivi administratif, aux intervenants, à leurs déplacements, hébergements et restauration (incluant la réunion de préparation qui aura lieu sur Bron ainsi que les déplacements liés aux séances de bilans de compétence). Aucun frais supplémentaire ne sera pris en compte.

11.3 – Révision des prix de l'accord-cadre

Les prix, définis dans le bordereau des prix unitaires sont fermes la première année

La révision des prix est faite en application de la formule suivante :

$$P = P_0 (0,50 + 0,50 (0,60 \text{ ICHT-J} / \text{ICHT-J}_0 + 0,40 \text{ FSD2} / \text{FSD2}_0))$$

Dans laquelle :

P et P_0 sont respectivement les prix révisés et les prix de base fixés dans l'acte d'engagement pour l'année concernée du marché.

ICHT - J = la valeur de l'indice du coût horaire du travail information et communication J - indice du mois n-4 du mois anniversaire du marché de l'année de révision publié sur l'INSEE.

ICHT J_0 = la valeur de l'indice du coût horaire du travail information et communication J, - indice du mois n-4 du mois de notification du marché publié sur l'INSEE.

FSD2 = La valeur de l'indice frais et services divers 2, - indice du mois n-4 du mois anniversaire du marché de l'année de révision du marché, publié sur l'INSEE.

FSD20 = la valeur de l'indice frais et services divers 2, du mois n-4 de notification du marché, publié sur l'INSEE.

ARTICLE 12 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

12.1 – Demandes de paiement

Chaque bon de commande fait l'objet d'un paiement partiel à mi-parcours.

Le titulaire pourra bénéficier d'un paiement à hauteur de 40% du montant inscrit sur le bon de commande dès lors qu'il aura assuré la moitié du nombre d'heures prévues dans la convention tripartite, il notifiera au bureau financier du Cerema un acompte et à l'admission de la prestation, il pourra bénéficier du reste du paiement après une autre demande de paiement auprès du bureau financier.

Les demandes de paiement comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture,
- le numéro de facture,
- le nom ou la raison sociale du créancier,
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers,
- le numéro de SIRET (**mention obligatoire**),
- le numéro de l'accord-cadre et du ou des bons de commande (**mention obligatoire**),
- la date d'exécution des prestations,
- la désignation des prestations,
- le décompte détaillé, en quantité et prix HT, de chaque prestation admise,
- le cas échéant, l'application des réfections fixées conformément aux dispositions du C.C.A.G.-P.I. ,
- la somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC),
- le taux de la TVA légalement applicables et montant total de la TVA correspondant,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- la désignation de l'organisme débiteur,
- le SIRET de la direction générale du Cerema : 13 001 831 000 016 ,
- les références bancaires et les moyens de règlement acceptés.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, le Cerema met en œuvre la démarche de réception dématérialisée des factures. Toutes les entreprises doivent déposer leurs factures sur le portail CHORUS PRO par l'intermédiaire du lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Il convient de noter que l'absence du SIRET, du numéro de l'accord cadre, du numéro de bon de commande et du service exécutant chorus pro, ensemble de ces références sur le bon de commande provoqueront le rejet de la facture.

Le délai de paiement prendra effet à compter de la date de transmission au Cerema dont vous serez informés directement par la plateforme.

Les frais de facturation ne sont pas admis.

12.2 – Modalités de règlement

Le mode de règlement du marché est le mandat administratif. Le Cerema règlera sur ses fonds propres. Les règles applicables sont celles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Les demandes de paiement ne pourront intervenir qu'à l'issue des opérations de vérification et admission des prestations.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur, à l'adresse de facturation de la Direction indiquée dans le bon de commande.

12.3 – Unité monétaire

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A et a le droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'unité de compte est l'euro. Les prix restent inchangés en cas de variation de change.

ARTICLE 13 – AVANCE

Sauf renonciation expresse au moment de la remise de l'offre, une avance est accordée au titulaire de l'accord-cadre, si les conditions prévues par les articles R2191-16 à 2191-19 du code de la commande publique sont satisfaites et selon les modalités prévues par ces articles.

Le montant de l'avance est de 10 % du montant du bon de commande.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable

Le délai maximum de paiement de l'avance est de 30 jours, à compter de la date de notification du marché / du bon de commande

ARTICLE 14 – OPERATION DE VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Par dérogation à l'article 26 du CCAG-PI, le titulaire avise la personne responsable du marché de la date à laquelle il communique le bilan de compétence à l'agent à compter de cette date, le Cerema procède aux opérations de vérification.

Le référent marché du Cerema procède aux opérations de vérification qui consistent à s'assurer de la tenue des séances avec les agents désignés par la direction des ressources humaines via notamment le pointage des agents, à mesurer leur satisfaction et à vérifier le respect des délais contractuels.

Le Cerema pourra également vérifier le respect avec les obligations prévues dans convention tripartite notamment le nombre de séances, la durée globale, la satisfaction des agents ou encore la ponctualité.

Par dérogation à l'article 26.2 du CCAG-PI, le Cerema dispose d'un délai de quinze jours à compter de la remise du bilan de compétence pour procéder aux opérations de vérification et prononcer la réception, l'ajournement, la réception avec réfaction ou le rejet des prestations. Le silence du Cerema à l'issue de ce délai équivaut à une décision de réception tacite.

ARTICLE 15 – DROIT DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'option du Cahier des Clauses Administratives Générales/Prestations Intellectuelles retenue est l'option **A**.

Dans ce cadre, le titulaire autorise, à titre non exclusif, au pouvoir adjudicateur et aux tiers désignés dans le marché le droit d'utiliser les documents pédagogiques qu'il a réalisés ou de faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes.

Le titulaire déclare qu'il dispose sur les documents pédagogiques qu'il distribue dans le cadre de sa mission, des prérogatives relatives aux droits d'auteur sur une œuvre de l'esprit conformes au Code de la propriété intellectuelle. À défaut, il déclare avoir obtenu de l'auteur l'autorisation expresse d'utilisation et/ou de reproduction.

En cas de revendication de tiers dans l'exercice des droits visés ci-dessus, le titulaire s'engage, dès mise en demeure par la Personne publique, à prendre toutes les mesures pour faire cesser le trouble.

Le titulaire s'engage en conséquence à défendre à ses frais, à garantir et à indemniser la personne publique, sans limitation de montant, pour toute action qui serait intentée relative au fait que l'utilisation ou la reproduction des documents pédagogiques fournis par le titulaire porterait atteinte à un droit de reproduction ou à un autre droit de propriété.

ARTICLE 16 – LITIGES

En cas de litiges entre les parties contractantes, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Lyon conformément aux dispositions de l'article R 312-11 du Code de justice administrative.

ARTICLE 17 – ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire et ses éventuels sous-traitants doivent justifier qu'ils sont couverts par un contrat d'assurance au titre :

- de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1244 du Code civil ;
- de la responsabilité professionnelle en cas de dommages occasionnés aux biens et aux personnes à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- des responsabilités découlant des articles 1792 et suivants du Code civil.

ARTICLE 18 – RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

18.1- Résiliation sans faute

La résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée sans faute du titulaire pour un motif d'intérêt général.

18.2- Résiliation pour faute

La résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée pour faute du titulaire et peut donner lieu le cas échéant à une exécution aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 19 – DEROGATIONS AU CCAG PI

Article du présent CCAP	Article du CCAG PI auquel il est dérogé
Article 5	Article 4.1
Article 6	Article 3.7.2
Article 10	Article 14
Article 14	Articles 26